ÉTUDE APEC
PRÉVISIONS DE RECRUTEMENT CADRES 2021

Le plein emploi a très longtemps caractérisé le marché de l'emploi cadre, lequel a par exemple connu une hausse continue des recrutements entre 2013 et 2019. Mais depuis, la crise sanitaire est passée par là, provoquant une récession économique brutale : chute du PIB de 8,2% en 2020, chute de l'investissement productif de 10,3 % mais également baisse de la consommation des ménages de l'ordre de 7%. Quel a été l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi cadre et comment celui-ci peut-il rebondir en 2021 ?

L'ANNÉE 2020 MARQUÉE PAR UN BRUTAL ARRÊT DES RECRUTEMENTS

Il est évident que face à ce choc récessif, source de baisse d'activité immédiate et de doutes pour l'avenir, les entreprises ont limité leurs recrutements. L'année 2020 a ainsi été marquée par une baisse de 19% des recrutements de cadres (228.700 embauches soit 52.600 de moins que pour l'année 2019). Malgré l'embellie au cours du 3ème trimestre 2020, près des deux tiers des entreprises employant des cadres ont dû faire face à une baisse d'activité, ce qui s'est ressenti sur le recrutement et les créations d'emplois de cadres qui ont été divisées par deux.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI CADRE EN 2021 ?

Une timide reprise d'activité au premier trimestre 2021

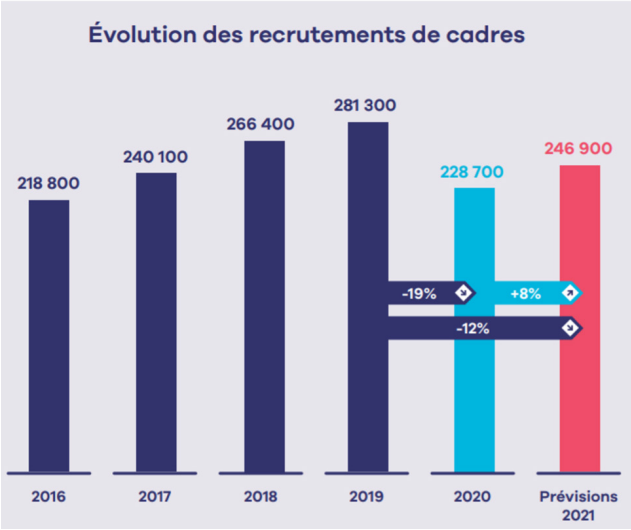
En dépit de restrictions importantes toujours en vigueur au premier trimestre, l'activité des entreprises est majoritairement perçue par elles comme conforme à leurs attentes, voire meilleure que prévue, notamment pour les TPE. Cela se traduit pour les cadres par un léger rebond du recrutement au premier trimestre 2021 (12% +2pts). En termes de volume d'offres d'emploi publiées sur le site apec.fr, on atteint le plus haut niveau depuis le début de la crise sanitaire. Il y a donc un début de reprise, mais cela ne reste, pour l'instant, qu'un frémissement car on est encore très loin des niveaux précédents la crise.

Après le choc, la relance ?

Les multiples aides débloquées par l'État pour faire face à la situation économique ont permis de limiter les dégâts au niveau de l'emploi et de l'activité. Plusieurs indicateurs vont dans le sens d'une reprise, dès la fin du 1er semestre 2021. La Banque de France prévoit par exemple une progression annuelle du PIB de 5,4%, alors que l'investissement productif (FBCF) et la consommation des ménages devraient se redresser respectivement de 8,7% et de 4%.

D'après les prévisions de l'Apec, les intentions de recrutement repartent à la hausse avec 247.000 embauches de cadres qui devraient avoir lieu en 2021, ce qui représente une progression de 8% par rapport à 2020. Cependant, cela ne permettra pas de rattraper les faibles recrutements de l'année 2020 et en termes de volumes, malgré une belle éclaircie, les recrutements de cadres resteront inférieurs de 12% à ceux de 2019.

Évolution des recrutements de cadres



Source : Apec, 2021

Plusieurs secteurs peuvent servent de locomotives à la relance, notamment les services à forte valeur ajoutée (informatique, ingénierie-R&D, conseil). Au niveau géographique, si quasiment l'ensemble du territoire va bénéficier de la reprise, les grandes régions de l'emploi cadre (Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Hauts-de-France) sont les véritables moteurs de ce cette tendance.

Si on doit évidemment se réjouir de ce léger rebond, la crise sanitaire aura tout de même accentué les césures qui existent en matière d'emploi sur le territoire et une politique volontaire devra être menée pour ne pas que se creusent les inégalités d'accès à l'emploi cadre.

Les perspectives de recrutement par région

Si, dans la plupart des régions, la hausse des recrutements ne permettra pas de renouer avec les niveaux de 2019, la Bretagne tire son épingle du jeu grâce à ses spécificités sectorielles et devrait dépasser le niveau de 2019. Cette région est en effet celle qui a été la moins impactée par la pandémie et la seule à ne pas avoir connu une baisse des recrutements en 2020.

Dans les grands bassins d'emploi cadre c'est-à-dire l'Île-de-France, les Hauts-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes le rebond sera particulièrement marqué avec des hausses de recrutement entre + 10 et + 11%. L'Ile-de-France, qui regroupe la moitié des recrutements de cadres, bénéficie de la dynamique du secteur des services à forte valeur ajoutée. L'Auvergne-Rhône-Alpes pourrait, selon l'Apec, tirer profit de ses activités industrielles : métallurgie, mécanique, construction et automobile. Enfin, dans les Hauts-de-France, la reprise des recrutements devrait être multisectorielle et ainsi concerner à la fois les activités informatiques, la construction ou encore l'industrie agroalimentaire.

A contrario, plusieurs territoires sont plus fortement fragilisés par la crise sanitaire et ses conséquences économiques. L'étude Apec cite notamment la Bourgogne-Franche-Comté, le Grand-Est et la Normandie qui ont pour point commun d'avoir des bassins d'emploi industriels. Dans ces régions, la hausse des recrutements de cadres en 2021 sera assez faible et ne compensera pas les très fortes baisses de 2020.
Une région inquiète par des prévisions négatives : l'Occitanie. Après avoir connu une année 2020 très difficile avec -29% de recrutements de cadres sur ce territoire, l'année 2021 devrait être marquée par une nouvelle baisse des recrutements (-1%). Habituellement soutenue par l'industrie aéronautique (notamment Airbus), le tissu économique occitan affiche une très forte dépendance à ce secteur dont un large pan du tissu économique est tributaire : équipementiers, sous-traitants industriels, prestataires de service… Or, l'aéronautique a été largement impactée par la crise sanitaire, ce qui se reflète directement sur l'emploi.

Les perspectives de recrutement par secteur d'activité

Quatre grands secteurs concentrent les prévisions de recrutements de cadres pour l'année 2021 : les services à haute valeur ajoutée, l'industrie, la construction et le commerce. Pour autant, tous ces secteurs ne retrouveront pas nécessairement leur niveau d'avant-crise.
Les services à forte valeur ajoutée sont véritablement la locomotive de la relance : ce secteur concentre à lui seul 74% des embauches prévues pour 2021 et devrait connaître une hausse de + 9% par rapport à l'année 2020. Dans ce secteur, plusieurs activités se montrent particulièrement dynamiques : les activités informatiques devraient enregistrer une hausse des recrutements de + 16 % et bénéficier très probablement des transformations structurelles amorcées avant la crise et rendues encore plus nécessaires avec celle-ci (notamment la transformation numérique et digitale). Suivent ensuite les activités juridiques et comptables, le conseil et gestion d'entreprise (+14%), l'ingénierie-R&D (+13%). Ces prévisions encourageantes doivent toutefois être nuancées en termes de volume de recrutement qui restera inférieur à celui de l'année 2020.

Par ailleurs, certaines activités de service restent à la peine. On pense particulièrement à l'hôtellerie-restauration où on constate une baisse constante des recrutements de cadres depuis 2019 de l'ordre de 41% et qu'il sera très difficile à rattraper.

L'industrie, qui a été fortement touchée par la crise, devrait rebondir dans certains secteurs. Globalement, on peut s'attendre à une hausse des recrutements de l'ordre de 4% mais bien plus élevée par exemple dans les équipements électriques et électroniques (+13%) ou la chimie et l'industrie pharmaceutique (+10%). A l'inverse, l'automobile et l'aéronautique restent fragilisées et pourraient enregistrer une nouvelle baisse des recrutements de 8%.

Les perspectives de recrutement par fonction

Si la hausse des recrutements de cadres devrait concerner la quasi-totalité des fonctions en 2021, quelques fonctions

servent de moteur à la reprise des recrutements. L'Apec fait ainsi ressortir les « trois fonctions clés de l'emploi cadre » qui devraient concentrer près de 55% des embauches de cadres pour cette année : informatique, commercial-marketing et études-R&D[1].

Les cadres informaticiens sont ainsi les profils les plus recherchés. Ils concentrent 22% des prévisions globales de recrutement pour l'année 2021 (56.700 recrutements) et cette fonction devrait enregistrer une hausse des recrutements de l'ordre de 22% également, sans toutefois atteindre les niveaux de l'année 2019

Prévisions par fonction des recrutements de cadres en 2021

1 Métiers spécifiques des secteurs santé et action sociale, culture, banque, assurance, immobilier, formation, tourisme, transports
Source : Apec, 2021.

Les cadres de la fonction études-R&D devraient également bénéficier de l'attractivité de leur métier et enregistrer, après une baisse de 17 % en 2020, une hausse des recrutements de l'ordre de 10 % pour 2021. Ils représentent tout de même 16 % des intentions globales de recrutement et sont particulièrement recherchés dans l'ingénierie, l'automobile-aéronautique et les équipements électroniques.

La fonction commerciale bénéficie également de perspectives de recrutement à la hausse (+11% après une contraction de 20% en 2020) avec 42.400 recrutements dans différents secteurs d'activité (puisque cette fonction est transverse à tous les secteurs). Pour autant, la distribution va concentrer une grande part de ces recrutements (distribution généraliste, commerce interentreprises et distribution spécialisée).

Enfin, les cadres de la fonction administration, RH, communication et juridique voient le marché de l'emploi s'animer après une année 2020 très morose dans le secteur des activités juridiques, comptables et de conseil qui a connu un sévère recul de 29%. Pour cette année, on est encore très loin des niveaux d'embauche de 2019 mais selon l'Apec, c'est quelque 21.000 recrutements qui sont attendus pour ces fonctions.

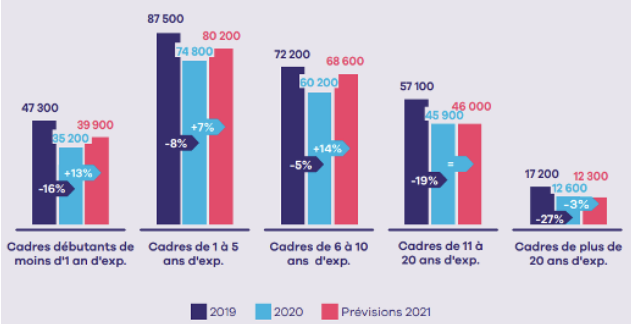
Les perspectives de recrutement par expérience

Face aux incertitudes engendrées par la crise sanitaire et économique, les entreprises se montrent relativement frileuses dans leurs recrutements. Cela s'exprime notamment par le profil des cadres qu'elles souhaitent recruter : majoritairement des jeunes et des débutants ayant entre 6 et 10 ans d'expérience. Ceux-ci devraient représenter 6 recrutements sur 10, soit une hausse de 14% par rapport à l'année 2020. Les cadres débutants bénéficient ainsi du redémarrage du marché de l'emploi cadre, sans pour autant compenser la très forte chute connue en 2020 (-26%).

Finalement, les plus touchés cette année sont ceux aux extrémités de leurs carrières. Les jeunes diplômés (voir encadré) de l'enseignement supérieur vont en effet être confrontés à un véritable embouteillage avec trois niveaux de promotions à la recherche d'un emploi en même temps.

Du côté des cadres les plus expérimentés, l'impact de la crise devrait malheureusement se faire ressentir abondamment et le redémarrage des recrutements pour cette population s'annonce difficile. C'est le cas pour ceux ayant plus de 10 ans d'expérience (stable par rapport à 2020) mais surtout pour la catégorie des cadres ayant plus de 20 ans d'expérience qui a connu une contraction sans précédent de – 27% en 2020.

Prévisions par niveau d'expérience des recrutements de cadres en 2021



Source : Apec, 2021

Ces différentes études menées par l'Apec nous laissent présager un redémarrage progressif des recrutements de cadres malgré certaines inquiétudes concernant les jeunes diplômés et les cadres ayant le plus d'expérience. Mais quelle est la part, dans ces perspectives, des différentes aides, reports de charge et prêts garantis par l'Etat ? Plusieurs indicateurs nous laissent en effet penser que l'économie française a été largement sous perfusion pendant de nombreux mois. Ainsi, l'INSEE a enregistré un volume de défaillances d'entreprise en 2020 inférieur à 40% à celui mesuré en 2019. Se pose donc la question des effets de la fin des différentes aides publiques débloquées pour faire face à la crise sanitaire et de l'impact que cela aura sur le marché de l'emploi cadre et l'économie en général.

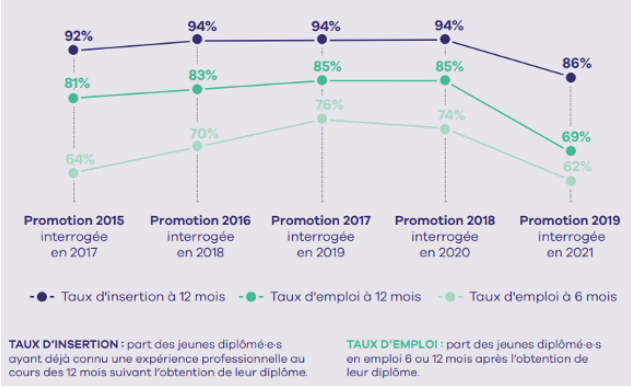
Jeunes diplômés : vers une féroce concurrence dans l'accès au premier emploi ?

La crise sanitaire et économique a vraisemblablement créé un véritable embouteillage dans l'accès des jeunes diplômés à leur premier emploi puisqu'un

[1] Recherche et développement

quart des bac+5 de la promotion 2019 étaient encore sans emploi au début de l'année 2021. C'est trois fois plus que d'habitude ! Un véritable engrenage pour ces jeunes diplômés qui se voient encore plus pénalisés s'ils ne trouvent pas leur premier emploi rapidement (en moins de 6 mois).

Taux d'insertion et d'emploi

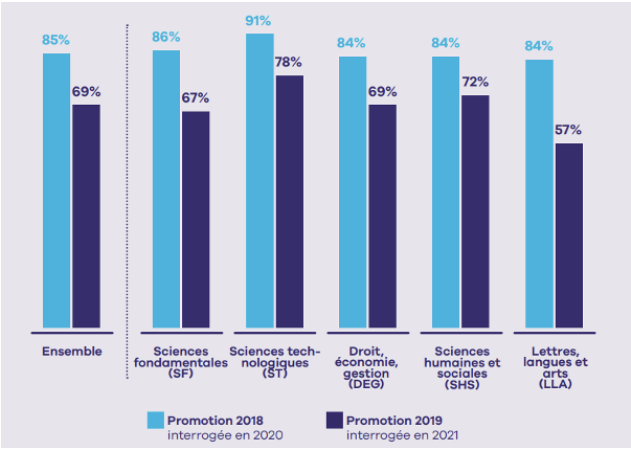


Base : Ensemble des jeunes diplômé-e-s de niveau Bac+5 et plus.
Source : Apec, 2021

Les incertitudes liées à la crise sanitaire ont rapidement limité les opportunités d'embauche pour les jeunes, et ont largement empêché leur accès à l'emploi. Le plus inquiétant est que leur situation ne risque pas de s'améliorer puisqu'ils sont en concurrence avec la promotion 2020, elle-même fortement impactée par la crise, et très bientôt avec la promotion 2021.

Parmi les jeunes diplômés, les difficultés à s'insérer sur le marché du travail peuvent être plus ou moins importantes en fonction de leur domaine d'étude. Ainsi, le taux d'emploi à 12 mois des jeunes diplômés en sciences technologiques reste bon (78% contre 91% pour la promotion 2018) et est correct dans les domaines des sciences humaines et sociales (72%) et celui du droit, de l'économie et de la gestion (69%). En revanche, dans les disciplines telles que les sciences fondamentales ou les lettres, langues et arts, les taux d'emploi à 12 mois sont très inquiétants.

Évolution des taux d'emploi à 12 mois selon la discipline de formation



Base : Ensemble des jeunes diplômé-e-s de niveau Bac+5 et plus.
Source : Apec, 2021

L'offre d'emploi, canal exclusif pour trouver un poste ?

Un des effets de la crise est d'avoir largement renforcé le canal traditionnel de l'offre d'emploi comme moyen d'accès à l'emploi (+9 pts), au détriment d'autres voies, notamment les candidatures spontanées (-4 pts) ou les réseaux sociaux et internet (-3 pts). Par ailleurs, la part de jeunes diplômés en emploi suite à un stage ou un contrat d'alternance est en nette augmentation (+8 pts) démontrant ainsi la volonté des entreprises de limiter les risques, et les coûts de formation liés aux embauches.

Le CDI de moins en moins accessible & des conditions de travail dégradées

L'insertion dans l'emploi se mesure également qualitativement car le terme « en emploi » regroupe des situations diverses, parfois précaires. Au-delà de l'accès à l'emploi, dans quelles conditions se fait-il ?

Pour la promotion 2019, force est de constater que le CDI se raréfie : seuls 59% des jeunes diplômés en ont décroché un 12 mois après leur sortie d'école ou d'université, alors qu'ils étaient 69% pour la promotion 2018. A l'inverse, la part de jeunes diplômés titulaires d'un CDD explose et passe de 25% à 37%.

D'autres signes nous montrent que la situation est grave pour ces jeunes diplômés. La rémunération médiane des nouveaux cadres a diminué de -3% en moyenne, et de -7% chez les femmes jeunes diplômées. Par ailleurs, plus d'un quart des jeunes diplômés en emploi déclarent occuper un poste sous qualifié et près d'un sur cinq occupe un poste qui ne correspond pas à leur discipline de formation. En découle une forte inadéquation entre l'emploi occupé, la qualification, la formation et les aspirations personnelles de ces jeunes cadres.

Retrouvez l'intégralité des études sur le site www.apec.fr

- *Prévisions Apec 2021 : un redémarrage progressif des recrutements de cadres*
- *Baromètre Apec des intentions de recrutement et de mobilité des cadres 2e trimestre 2021 : l'inquiétude est toujours là mais l'horizon commence à s'éclaircir*
- *Le recrutement des cadres en 2021 : panorama des prévisions par Opco*
- *Baromètre 2021 de l'insertion des jeunes diplômé(e)s : la promotion 2019 frappée par la crise*

Thomas Panouillé